

EIDGENÖSSISCHE FINANZKONTROLLE
CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES
CONTROLLO FEDERALE DELLE FINANZE
SWISS FEDERAL AUDIT OFFICE



PROGRAMME ANNUEL 2015

CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES

Monbijoustrasse 45
3003 Berne – Suisse
T. +41 58 463 11 11
F. +41 58 453 11 00
info@cdf.admin.ch

 twitter @EFK_CDF_SFAO

WWW.CDF.ADMIN.CH



SURVEILLER L'ARGENT DE L'ÉTAT N'EST PAS UNE MISSION IMPOSSIBLE

TABLE DES MATIÈRE

LA SURVEILLANCE FINANCIÈRE

OBJECTIFS, RESSOURCES
ET CHAMP D'APPLICATION 9

ANNEXE 1

LISTE DES AUDITS PRÉVUS 13

ANNEXE 2

ABRÉVIATIONS UTILISÉES 21

«Bonjour, Monsieur Phelps. Votre mission, si vous l'acceptez, consistera à surveiller l'argent de l'Etat». La phrase est célèbre, ses premiers mots du moins... Il s'agit de Mission Impossible, cette série télévisée des années 1960. Au Contrôle fédéral des finances, nous ne refusons jamais une telle mission et elle n'est pas si impossible que cela. Car nous pouvons compter sur un atout. Nos audités – l'administration fédérale, pour faire court – ne sont jamais des ennemis. Ce sont de précieux alliés.

Traditionnellement, nous écrivons ici une liste exhaustive des audits qui forgent notre programme. Cette liste, vous la trouverez en annexe. Mais une fois n'est pas coutume, nous avons choisi de mettre en avant des thèmes sur lesquels nos équipes travailleront dès 2015. Ce sont nos grands chantiers à venir.

Premier d'entre eux, les impôts. Depuis plus de deux ans, les médias se concentrent sur l'administration fiscale fédérale et ses achats informatiques. Le Contrôle fédéral des finances abordera un dossier plus discret et plus complexe. Il s'agit d'évaluer les effets de la réforme de la TVA de 2010. La promesse d'alors? Moins de bureaucratie et de mêmes rentrées fiscales pour la Confédération. Le défi a-t-il été relevé? Nous voulons le savoir, car tout de même cela concerne la perception de près de 23 milliards de francs par an.

Autre volet, les Ecoles polytechniques fédérales. Elles sont une richesse pour notre pays! Leur développement a connu un essor considérable, comme sur les bords du Léman. De quoi est fait la surveillance opérée par la Confédération, leur principal bailleur de fonds? Et ce développement – notamment dans le secteur immobilier – présente-t-il des risques financiers pour le ménage fédéral? Peut-on les chiffrer? A dessein, le Contrôle fédéral des finances se plongera sur la question des partenariats privé-public, devenu un outil central du développement des Ecoles polytechniques. Il nous faut en comprendre la diversité et, peut-être, les besoins en termes de réglementation et de contrôle. Là aussi, l'enjeu se chiffre en milliards.

Nous avons également inscrit une problématique de haut vol à l'ordre du jour de notre programme: Skyguide, la société créée en 2001 par la Confédération, et qui en détient 99,97% des actions. Elle offre des services de navigation pour les besoins aériens civils et militaires. Cette fusion de la surveillance civile et militaire de l'espace aérien a-t-elle atteint les objectifs fixés? Voici des questions qui nous occuperont en 2015, mais aussi en 2016. »

Enfin, nous auditerons notre diplomatie scientifique. Depuis plus de quinze ans, notre pays a en effet vu bourgeonner les antennes du Réseau Swissnex. Après Boston, des ouvertures ont eu lieu à San Francisco, Singapour, Shanghai, Bangalore et Rio de Janeiro, sans parler de la vingtaine de conseillers scientifiques qui complètent ce réseau. Nous souhaitons réaliser un audit de performance. Les moyens financiers engagés dans Swissnex le sont-ils à bon escient? Là encore, ces partenariats entre public et privé ont-ils été efficaces? Des synergies sont-elles possibles avec d'autres réseaux, tel celui de la diplomatie économique extérieure? Swissnex doit-il être externalisé et, si oui, avec quelles incidences financières? Les questions ne manquent pas. A nous d'y apporter des réponses dès 2015.

Des réponses nous en apporteront aussi sur d'autres dossiers. Les aides à l'investissement dans l'agriculture, le milliard de la contribution suisse à l'élargissement de l'Union européenne, la maintenance et l'expansion du réseau électrique Swissgrid ou encore, les mesures d'accompagnement dans le cadre de la surveillance du marché du travail. Parallèlement, le Contrôle fédéral des finances garde sa surveillance active sur des domaines épineux comme les achats, les subventions fédérales et, tâche confiée récemment par le Conseil fédéral, les grands projets informatiques de la Confédération.

Il y a aussi un autre lieu et une autre problématique que nous aurions voulu examiner, la FINMA et sa surveillance de l'assurance maladie complémentaire. Cela figurait l'an dernier à notre programme. Mais, la collaboration avec le régulateur des banques et des assurances s'est révélée moins facile que prévue. Nous avons bon espoir d'y arriver cette année. Puisque, comme nous l'avons écrit, aucune mission n'est im-

possible. La FINMA ouvrira ses portes à nos équipes, car nous y venons en alliés. Certes critiques, mais jamais en ennemis.

La tâche est donc vaste et nous avons une chance. Nous pouvons compter sur la motivation des collaborateurs et des collaboratrices de notre institution. Je les en remercie très chaleureusement. Merci aussi aux Chambres fédérales. Ces dernières nous ont renouvelé leur confiance. Elles ont accepté une hausse de notre budget afin de créer une demi-douzaine de places de travail dès 2015. Sans cet argent de l'Etat, notre marge de manœuvre aurait été limitée. Voilà qui aurait rendu notre mission impossible.

Michel Huissoud

LA SURVEILLANCE FINANCIÈRE

OBJECTIFS, RESSOURCES ET CHAMP D'APPLICATION



LA SURVEILLANCE FINANCIERE OBJECTIFS, RESSOURCES ET CHAMP D'APPLICATION

Le Contrôle fédéral des finances (CDF) est l'organe suprême de surveillance financière de la Confédération¹. Il assiste l'Assemblée fédérale dans sa haute surveillance et le Conseil fédéral dans sa surveillance de l'administration fédérale. Son contrôle s'étend sur :

- L'administration fédérale, ses unités centralisées et décentralisées
- Les services du Parlement
- Les bénéficiaires d'indemnités et d'aides financières
- Les collectivités, les établissements et les organisations auxquels la Confédération confie l'exécution de tâches publiques
- Les entreprises dont plus de 50% du capital social appartient à la Confédération
- Les Tribunaux fédéraux, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR), si cela relève de la haute surveillance par l'Assemblée fédérale²

1. OBJECTIFS

Le CDF concentre ses audits sur la gestion. Ses ressources sont affectées en priorité à la surveillance financière, en particulier aux examens de rentabilité et aux évaluations.

Le CDF assume également des mandats d'organe de révision s'ils permettent des synergies avec sa surveillance financière, s'ils sont intéressants de par leur nature, s'ils sont politiquement souhaitables ou présentent un intérêt public.

Le CDF coopère avec les Inspections financières de la Confédération. Il œuvre à leur renforcement, à la qualité de leur travail et à leur indépendance.

Le CDF collabore avec les Contrôles cantonaux des finances, notamment dans le cadre de la nouvelle péréquation financière. En 2015, des audits conjoints auront lieu, comme dans le domaine du transport urbain. En été 2015, la conférence annuelle suisse des contrôles des finances sera consacrée à la surveillance des assurances sociales.

Le CDF coordonne les audits des organes de contrôle pour éviter les doublons et les lacunes inacceptables en matière d'audit. Il harmonise ses programmes avec les Inspections des finances et les instances parlementaires de surveillance. Cependant, cette coordination atteint parfois ses limites. Par exemple, quand les mandats et les méthodes d'audit divergent trop ou que les Commissions parlementaires de surveillance modifient les priorités en raison de l'actualité.

¹ Loi sur le Contrôle des finances (LCF) du 28 juin 1967.

² Seules exceptions : la Banque nationale suisse et la Société suisse de radiodiffusion et de télévision (SSR) ne sont pas soumises à la surveillance du CDF. Néanmoins, la cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) peut charger le CDF d'audits spéciaux auprès de la SSR. A l'exception de sa branche «Assurance militaire», la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA) n'est pas non plus assujettie à la surveillance du CDF.

2. DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES À UNE SURVEILLANCE ÉLARGIE

Chaque année, le CDF vérifie le compte d'Etat de la Confédération. Mais ses mandats d'auditeur externe s'étendent aussi sur :

- Le fonds de compensation de l'Assurance vieillesse et survivants (AVS), de l'Assurance invalidité (AI) et de l'Assurance perte de gain (APG), ainsi que celui de l'Assurance chômage (AC)
- Le fonds pour les grands projets ferroviaires
- Le fonds d'infrastructure
- Le domaine des Ecoles polytechniques fédérales
- Le Fonds national de la recherche scientifique
- La Régie fédérale des alcools
- Swissmedic
- L'Institut fédéral de la propriété intellectuelle
- L'Institut fédéral de métrologie
- La FINMA et l'ASR
- L'Union postale universelle et l'Organisation météorologique mondiale

La surveillance financière ne traite pas que la régularité comptable, mais porte aussi sur des questions de légalité matérielle, d'économie, de rentabilité et d'efficacité des dépenses. A cet égard, le CDF examine si les ressources sont employées de manière économe et si les dépenses consenties déploient l'effet escompté³. Enfin, le Conseil fédéral et le Parlement, grâce à sa Délégation des finances, peuvent confier des mandats spéciaux au CDF.

Les rapports relatifs aux révisions et aux audits de surveillance financière aident la Délégation des finances à exercer sa haute surveillance sur l'administration. Au besoin, elle peut intervenir auprès du Conseil fédéral.

3. ASSURANCE-QUALITÉ ET RESSOURCES

Gage d'une administration en amélioration constante pour la collectivité, la surveillance financière se fonde sur le savoir, l'expérience professionnelle et les compétences sociales. A l'instar d'une société fiduciaire privée, le CDF est dûment enregistré auprès de l'ASR.

Le CDF attache une grande importance à la formation et au perfectionnement de ses collaborateurs. Des cours sont organisés en janvier pour le personnel du CDF, des Inspections des finances de la Confédération et, en partie, des contrôles cantonaux des finances. Ses collaborateurs sont tenus d'approfondir leurs connaissances dans leur domaine et de les diffuser au sein du CDF.

Pour l'exercice 2015, le Parlement a accordé au CDF des crédits de près de 25.6 millions de francs. Les collaborateurs du CDF réaliseront près de 90 % du programme annuel. Les 10 % restants seront exécutés par des externes dûment mandatés⁴, mais travaillant sous la responsabilité et la direction du CDF.

³ LCF, article 5.

⁴ LCF, article 3.



4. PRINCIPAUX CHAMPS D'AUDIT

Sur la base de son mandat légal, de sa stratégie et de ses objectifs annuels, le CDF a défini les principaux axes suivants pour son programme annuel.

Compte d'Etat

Le Parlement doit pouvoir s'assurer que les comptes fédéraux ont été vérifiés par un organe de contrôle indépendant, soit le CDF, avant leur approbation et que les chiffres reflètent correctement la situation financière de la Confédération. Les Inspections des finances participent aux vérifications des comptes dans les unités propres. Les résultats des audits sont alors livrés aux Commissions des finances dans un rapport d'attestation et à l'Administration fédérale des finances dans un rapport explicatif détaillé également soumis par le CDF à la Délégation des finances.

Ecoles polytechniques

Le CDF vérifie les comptes annuels du domaine des EPF soit les comptes du Conseil des EPF, des deux hautes écoles et de quatre établissements de recherche. La révision des différents comptes du domaine des EPF sert de base à des audits plus approfondis en matière de surveillance financière.

Assurances sociales

Le CDF exécute les mandats de révision du fonds de compensation de l'AVS/AI/APG et celui de l'AC, ainsi que des Caisses fédérale et suisse de compensation.

Transversales alpines

Le CDF est chargé de la haute surveillance financière et de la coordination des différents services de révision et organes de surveillance pour la construction des transversales ferroviaires alpines. Chaque instance de contrôle assume la responsabilité de ses propres audits. Le CDF s'assure de l'absence de doublons et de lacunes. Le CDF effectue aussi ses propres audits, notamment sur les chantiers, et vérifie les comptes du Fonds pour les grands projets ferroviaires.

Péréquation financière

Depuis 2008, le CDF vérifie auprès des 26 cantons et des offices fédéraux les bases de calcul et la détermination des indices de la péréquation des ressources et de la compensation des charges. Une erreur dans les données de base ou leur traitement peut entraîner un impact financier considérable pour les cantons et la Confédération. Le but est de vérifier la reprise correcte des données fiscales de tous les cantons tous les quatre ans.

Audit informatique

Traditionnellement, le CDF audite l'informatique fédérale. Le contrôle de la sécurité, du développement, du fonctionnement et de la rentabilité des nombreuses applications informatiques est une part importante de son programme annuel.

Projets informatiques clés

Depuis mars 2013, le Conseil fédéral a confié au CDF la mission d'audit et de suivi des projets informatiques clés de la Confédération. Il s'agit de projets dont le coût dépasse 30 millions de francs ou d'importance stratégique. Par an, entre 10 et 15 projets de ce type sont ainsi audités.

Examens de rentabilité et évaluations

Par évaluation, le CDF entend l'analyse et l'appréciation systématiques et objectives du concept, de la réalisation et de l'impact des subventions, politiques, programmes ou projets publics. Un examen de rentabilité se limite à la mise en œuvre et analyse les rapports entre les ressources financières (input) et les produits ou prestations financés (output). Les nouveaux projets d'évaluation sont concrétisés selon différents critères d'adéquation et sont précédés d'une phase de concept. Durant les évaluations, le CDF accorde une importance primordiale à la participation des acteurs et publics-cible concernés. C'est une condition au succès d'une évaluation.

Examens des subventions

Le CDF est tenu de vérifier l'utilisation légale, régulière et économe des contributions de la Confédération. Des audits sont prévus, auprès des offices responsables et des bénéficiaires, notamment dans les domaines de la culture, de l'aide au développement, de l'économie, de la science, de l'environnement et de la santé. Ces audits amènent le CDF à vérifier des projets à l'étranger, comme dans le cadre de l'aide au développement ou de la contribution à l'élargissement de l'Europe de l'Est.

Examens des constructions et des acquisitions

Le CDF réalise des audits spéciaux sur les constructions et les acquisitions. Il peut vérifier des cahiers des charges ou des projets avant leur approbation. Les contrôles sont effectués lors des phases de la construction, mais principalement à un stade précoce, car cela confère une marge de manœuvre plus grande en cas d'adaptation.

La domotique et les questions environnementales gagnent en importance. Les vérifications portent sur une analyse critique des besoins, une exécution durable des tâches et sur les coûts relatifs au cycle de vie. Pour les acquisitions, le CDF examine aussi bien les critères économiques que le respect des prescriptions légales. Le CDF vérifie encore le bon fonctionnement des relations entre les fournisseurs de prestations internes et les bénéficiaires de ces prestations au sein de l'administration.

Audits de la gouvernance des unités administratives

La décision d'audit dans les unités administratives se base sur une analyse des risques. Sont déterminants le volume financier, les tâches nouvelles ou modifiées, la complexité des processus, la gouvernance, les résultats des révisions précédentes, l'informatique et l'importance politique.

Entreprises de la Confédération

Les audits du CDF auprès des entreprises de la Confédération aident le Parlement dans ses tâches de haute surveillance financière et sont ciblés sur des risques précis.

Organisations internationales

Le CDF exerce plusieurs mandats auprès d'organisations internationales. Ils incombent traditionnellement à la Suisse – comme pour l'Union postale universelle, sise à Berne – ou doivent être assumés par notre pays en tant que membre de l'organisation correspondante, selon un principe de rotation. Pour la vérification des comptes des organisations spéciales des Nations Unies, le CDF fait partie du Groupe des neuf auditeurs externes des Nations Unies. C'est ici un lieu d'un échange mutuel d'expériences avec des autorités de contrôle étrangères.

ANNEXE 1

APERÇU DES AUDITS PRÉVUS



APERÇU DES AUDITS PRÉVUS (NUMÉRO DE MANDAT)

CONSEIL FÉDÉRAL

- Audit transversal sur l'évaluation de l'effet des messages du Conseil fédéral (14486)

CHAMBRES FÉDÉRALES ET SERVICES DU PARLEMENT

- Révision de la sécurité de l'environnement IT (15145)

MINISTÈRE PUBLIC DE LA CONFÉDÉRATION

- Audit de la gouvernance informatique (15413)

TRIBUNAL PÉNAL FÉDÉRAL

- Audit des processus ayant un impact financier, y compris l'informatique (15209)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF FÉDÉRAL

- Audit des processus concernant les procédures accélérées et la gestion du Tribunal fédéral des brevets (15382)

CHANCELLERIE FÉDÉRALE

- Contrôle de l'organisation, des activités et des moyens du préposé fédéral à la protection des données (15133)
- Révision pour la répartition des coûts de l'exploitation de www.ch.ch (15028)

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Secrétariat général

- Audit de l'efficacité du Centre de compétence en contrats et marchés publics, nouvelle unité au SG DFAE (15430)
- Examen de la gestion financière de l'Exposition universelle 2015 à Milan (15356)

Unité informatique DFAE

- Audit informatique du projet HMA (15543)

Division Nations Unies et Organisations internationales

- Audit de l'efficacité du «Comité de coordination et du groupe opérationnel Etat hôte» (15433)

Direction des ressources

- Audit des processus d'achats – partie de l'audit du compte d'Etat (15357)
- Audit de rentabilité et audit de surveillance financière auprès de la Centrale des voyages de la Confédération (15355)

Représentations diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger

- Audit de surveillance financière auprès de représentations à l'étranger, Varsovie-Pologne (15065)

Direction du développement et de la coopération

- Audit de l'organisation et des processus concernant l'aide aux pays de l'Est (15550)

Centre genevois pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF)

- Audit de la subvention (15472)

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat général

- Evaluation de l'efficacité de la surveillance des fondations (15570)
- Audit de l'exercice des tâches de surveillance (15501)

Office fédéral de la culture

- Audit de la gestion des collections d'art (15535)
- Audit de l'efficacité du pilotage des conventions-programmes dans le domaine de la protection des monuments historiques (15521)
- Bibliothèque nationale : Audit de l'adéquation de l'environnement des processus (15515)

Office fédéral de la statistique

- Audit du processus achat (15547)
- Audit du projet reengineering du registre des entreprises et des établissements (15528)

Office fédéral de la santé publique

- Suivi de l'évaluation sur les tarifs de prestations médicales – TARMED (15292)
- Audit des processus d'acquisition de biens et de prestations de service (15210)

Office fédéral des assurances sociales

- Audit de la surveillance en matière d'allocations familiales (15473)
- Audit sur l'exécution et les risques dans le domaine des allocations familiales dans l'agriculture (15387)
- Institutions de libre passage dans la prévoyance professionnelle. Evaluation des avantages et des risques pour les assurés et pour l'Etat (14471)

Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires

- Audit de la mise en œuvre de la stratégie de la santé animale 2010 (15229)

MétéoSuisse

- Audit d'opérations d'achat sélectionnées (15498)

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE

Secrétariat général

- Audit de la gouvernance informatique intra-départementale (15480)
- Audit des processus ayant un impact financier dans l'Unité Personnel (15303)

Office fédéral de la justice

- Audit de la sécurité de la base de données INFOSTAR (15414)
- Audit de l'activité de surveillance effectuée dans le domaine des fonds des loteries cantonales (15371)
- Audit de la fiabilité des données du Registre du commerce (15366)
- Suivi de l'évaluation des subventions d'exploitation destinées aux établissements d'éducation (15135)

Office fédéral de la police

- Audit de la gestion et de l'exploitation de l'informatique (15386)

Office fédéral des migrations

- Audit de la stratégie de surveillance sur les programmes cantonaux d'intégration (15401)
- Audit de la mise en œuvre du concept de surveillance financière dans le domaine de l'asile (15339)
- Audit du système et de la protection des données du Système d'information central sur la migration – SYMIC (15214)
- Fonds pour les frontières extérieures de l'UE : examen du projet et du système (15042)

DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, DE LA PROTECTION DE LA POPULATION ET DES SPORTS

Secrétariat général

- Audit de l'adéquation du Business Continuity Management (15537)
- Audit de la mise en œuvre des contrats d'apport en nature RUAG (15530)

Service de renseignement de la Confédération

- Audit des comptes (15160)

Office fédéral de la protection de la population

- Projet clé TIC POLYCONNECT/POLYDATA, système sécurisé de communication des données en cas de crise (15555)
- Audit de la gestion des risques et des mesures de sécurité au Laboratoire Spiez (15499)

Domaine départemental Défense

- Audit de l'attribution et de la surveillance des subventions / aides financières (15505)
- Audit du projet du réseau de centres de calcul de la Confédération (15511)

Etat-major de l'armée

- Audit de l'efficacité du processus de mise hors service du matériel militaire (15508)

Base d'aide au commandement

- Audit de l'efficacité des Information Technology General Controls (15517)
- Audit de l'adéquation de la comptabilité analytique (15526)

Forces aériennes

- Audit du projet Intégration des systèmes SAP (15512)

Base logistique de l'armée

- Audit de l'efficacité de la gestion des stocks (15523)
- Audit du potentiel d'économie dans la gestion de la munition (15516)

armasuisse

- Audit des coûts des appels d'offres OMC (15536)
- Audit de l'efficacité de l'organisation des affaires compensatoires (15525)
- Audit de prix – acquisitions (15496, 15497)
- Audit du potentiel d'économie dans le domaine des frais d'honoraire et de planification des projets de construction (15527)
- Audit de l'utilisation économe du potentiel des objets hors d'usage selon le nouveau concept de stationnement (15520)



DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES

Administration fédérale des finances

- Révision du compte de la Confédération (15119, 15120, 15169)
- Audit des règles et des contrôles en place pour la mise en œuvre des directives sur les offices transversaux (15561)
- Audit des systèmes de paiements et de facturations en ligne à la Confédération (15394)
- Audit de la création et de l'actualisation de la base de données sur les subventions (15247)
- Audit du système de contrôle interne du flux des fournisseurs dans les Centres de services en matière de finances du DFF (15174)
- Réforme de la péréquation financière (RPT): Examen de l'assurance-qualité de la péréquation des ressources et de la compensation des charges (15111)

Caisse fédérale du personnel

- Révision des comptes (15110)

Centrale de compensation

- Audit de suivi de la gestion et de l'exploitation de l'informatique (15381)

Caisse fédérale de compensation

- Révision des comptes (15031, 15032)
- Caisse pour allocations familiales: Révision des comptes (15157, 15158)

Caisse suisse de compensation

- Révision des comptes (15033, 15034)

Office fédéral du personnel

- Fonds de secours: Révision des comptes (15113)
- Audit des règles et des contrôles en place pour la mise en œuvre des directives sur les offices transversaux (15560)
- Audit des processus concernant les bénéficiaires d'honoraires (15463)
- Audit de l'état de situation de l'introduction du dossier personnel électronique – Plus-value de l'e-dossier (15286)
- Processus de dépenses du personnel BV PLUS – Audit intermédiaire du compte d'Etat (15175)

Administration fédérale des contributions

- Impôt anticipé et droits de timbre avec accent sur la perception – Processus des recettes – audit intermédiaire du compte d'Etat (15572, 15573)
- Evaluation des effets de la réforme 2010 de la taxe sur la valeur ajoutée (15469)
- Audit de la mise en œuvre de l'accord international sur l'impôt à la source après la phase d'introduction (15222)
- Processus des recettes pour l'IFD – Audit intermédiaire du compte d'Etat (15176)

Administration fédérale des douanes

- Projet clé TIC: Projet SGE et localisation, système de gestion de l'engagement (15477)
- Projet clé TIC: Plateforme informatique des impôts de consommation (15476)
- Processus immobilisations - Audit intermédiaire du compte d'Etat (15428)
- Audit du développement des subventions à l'exportation des produits agricoles transformés (15397)
- Processus des recettes pour les impôts sur la bière et le tabac – Audit intermédiaire du compte d'Etat (15307)
- Taxe sur la valeur ajoutée / processus de comptabilisation des recettes d'importation – Audit intermédiaire du compte d'Etat (15173)
- Taxe d'incitation sur les composés organiques volatils (COV) – Audit intermédiaire du compte d'Etat (15172)

Unité de pilotage informatique de la Confédération

- Audit des règles et des contrôles en place pour la mise en œuvre des directives sur les offices transversaux (15562)
- Etablissement d'un rapport Meta pour les projets clés TIC (15494)
- Projet clé TIC: Programme informatique IAM Bund – administration des accès et des identifications (15479)
- Projet clé TIC: Programm Unified Communication & Collaboration, UCC (15474)

Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication

- Audit de la nouvelle comptabilité analytique suite à la réorganisation (15559)
- Processus immobilisations – Audit intermédiaire du compte d'Etat (15426)
- Audit des contrôles généraux en matière d'informatique – Audit intermédiaire du compte d'Etat (15260)

Office fédéral des constructions et de la logistique

- Audit des produits standard dans l'informatique et leurs acquisitions (15567)
- Etablissement d'un rapport Meta dans le domaine des acquisitions (15493)
- Examen de la pertinence stratégique du Centro Svizzero à Milan (15446)
- Audit de prix (15340)
- Examen de la dimension transversale dans le domaine des acquisitions et dans le secteur de la construction (15318)
- Audit de la Production effectuée de manière centralisée et expédition de publications (15047)

Swissmint

- Audit de suivi des recommandations ouvertes (15285)

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Secrétariat général

- Audit du transfert des prestations SAP relatives aux finances et aux ressources humaines des unités administratives du DEFR (15319)
- Contrôle sur les achats opérés par le Secrétariat général dans le cadre des grands projets du Département (15304)

Information Service Center DEFR – ISCeco

- Contrôle de l'exploitation et de la sécurité auprès de l'ISCeco (15217)

Secrétariat d'Etat à l'économie

- Coordination et intégration du réseau extérieur DEFR (Swiss Business Hub, Suisse Tourisme) avec le réseau DFAE (15431)
- Examen de l'organisation et des processus concernant l'aide à l'Est, DDC/SECO (15224)
- Audit des acquisitions (15223)
- Contrôle des compétences, de la coordination, de la répartition des activités ainsi que des coûts liés entre le SECO et la caisse de compensation du Fonds AC (15129)
- Audit du programme et de la mise en œuvre de la surveillance relative aux mesures d'accompagnement (14321)

Office fédéral de l'agriculture

- Audit informatique des paiements directs à l'agriculture en collaboration avec les contrôles cantonaux des finances (15404)
- Surveillance de la répartition des tâches et de la collaboration entre l'OFAG et l'OFE en matière de programmes écologiques et éthologiques (15311)
- Evaluation des subventions à double problématiques dans l'agriculture (15403)

Office fédéral du logement

- Conformité des activités de l'OFL aux missions légales (15532)
- Processus subventions – Compte d'Etat (15453)

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation

- Analyse de l'efficacité du réseau Swissnex et de ses synergies avec le réseau extérieur du DFAE (15312)
- Examen de la surveillance du SEFRI en lien avec la mise en œuvre de la nouvelle LEHE (15215)
- Examen du financement direct des participations de chercheurs suisses à des projets de coopération menés dans le cadre du programme-cadre de l'UE 2014-2020 (15201)
- Processus personnel – Compte d'Etat (15191)

Commission pour la technologie et l'innovation

- Examen de subventions auprès des partenaires de recherche (15309)
- Evaluation des partenaires économiques (15585)

Agroscope

- Audit des acquisitions (15192)

Service d'accréditation suisse SAS

- Audit de performance : Examen de la mise en œuvre du contrat de prestation et de l'efficacité dans l'engagement des ressources (15195)

DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT, DES TRANSPORTS, DE L'ÉNERGIE ET DE LA COM- MUNICATION

Office fédéral des transports

- Audit du Fonds FTP (15471)
- Audit des coûts énergétiques en tant que composants des prix du sillon du trafic ferroviaire (15363)
- Audit transversal sur le management de projet des projets ferroviaires (15073)

Office fédéral de l'énergie

- Examen de la preuve de l'origine du gaz (15395)
- Audit du projet d'intégration de la RPC à l'OFEN, y compris la base de données d'origine (15364)

Office fédéral des routes

- Audit de la rentabilité des unités territoriales sonores et de la surveillance (15365)
- Audit de la comptabilité analytique (15306)
- Audit du management de projet d'un grand projet routier (15072)

Office fédéral de la communication

- Audit du Concept de surveillance de l'OFCOM pour les subventions radio / TV (15317)
- Evaluation des coûts du service universel de la communication (15242)

Office fédéral de l'environnement

- Suivi du programme Bâtiments (15566)
- Audit des projets de compensation des exceptions CO2 (15374)
- Evaluation des effets des pertes suite aux exemptions de la taxe sur le CO2 (15389)
- Audit des tâches et de la gouvernance auprès de la Division hydrologie (15331)
- Examen de la répartition des tâches et de la collaboration entre l'OFAG et l'OFE en matière de programmes écologiques et éthologiques (15313)
- Audit des acquisitions – Compte d'Etat (15143)

Office fédéral du développement territorial

- Audit conjoint avec les CCF, organisation de projets et surveillance des projets d'agglomération (15352)



FONDATEURS, ÉTABLISSEMENTS, FONDS ET ORGANISATIONS SPÉCIALES

Fondation des immeubles pour les organisations internationales à Genève (FIPOI)

- Révision des comptes (15056, 15057)

Fondation Parc national suisse

- Révision des comptes (15082)

Fondation Marcel Benoist

- Révision des comptes (15099)

Fondation pro Arte

- Révision des comptes (15100)

Pro Helvetia

- Révision des comptes (15101)

Fondation Assurer l'avenir des gens du voyage suisses

- Révision des comptes (15102)

Organe d'accréditation et d'assurance qualité des hautes écoles suisses

- Révision des comptes et transmission d'une nouvelle société (151010)

Conférence des recteurs des universités suisses

- Révision des comptes (15008)
- Révision des comptes concernant la contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE (15009)

Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation, Aarau

- Révision des comptes (15012)

Conférence universitaire suisse

- Révision des comptes (15011)

swissuniversities

- Révision des comptes (15325, 15219)

Fonds national suisse

- Révision des comptes (15007, 15131)
- Examen restatement SwissGap FER (15288)

Domaine des EPF

- Révision des comptes (15013)
- Audit restatement des comptes consolidés 2014 (15232)
- Contrôle de la conformité et de l'efficacité de la conduite de projets immobiliers de type «Private Public Partnership» (15121)

Conseil des EPF

- Révision des comptes (15014, 15015)
- Audit portant sur le retraitement d'après les nouvelles normes comptables (15233)
- Examen de l'efficacité de la conduite du Conseil des EPF (15220)

Ecole polytechnique fédérale de Zurich

- Révision des comptes (15016, 15017)
- Audit portant sur le retraitement d'après les nouvelles normes comptables (15234)

Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

- Révision des comptes (15026, 15027)
- Audit portant sur le retraitement d'après les nouvelles normes comptables (15239)
- Révision des comptes de la Société simple du Quartier Nord de l'EPFL (15568, 15569)

Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage

- Révision des comptes annuels (15018, 15019)
- Audit portant sur le retraitement d'après les nouvelles normes comptables (15235)

Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche

- Révision des comptes (15020, 15021)
- Audit portant sur le retraitement d'après les nouvelles normes comptables (15236)

Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux

- Révision des comptes (15022, 15023)
- Audit portant sur le retraitement d'après les nouvelles normes comptables (15237)

Institut Paul Scherrer

- Révision des comptes (15024, 15025)
- Audit portant sur le retraitement d'après les nouvelles normes comptables (15238)

Swissmedic

- Révision des comptes (15103, 15104, 15105)

Institut fédéral de la propriété intellectuelle

- Révision des comptes (15036, 15037)
- Révision des décomptes annuels relatifs aux projets de coopération du SECO (15194)
- Audit des recettes et de leur distribution en provenance des droits d'auteurs auprès de Pro Litteris (15402)

Institut fédéral de métrologie (METAS)

- Révision des comptes (15146, 15147)

Fonds social pour la défense et la protection de la population

- Révision des comptes (15161)

Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

- Révision des comptes (15040)
- Association IFIAR: révision du compte (15041)

Fonds de compensation AVS / AI / APG

- Révision des comptes (15029, 15030)
- Audit de la surveillance en matière de gestion du patrimoine (15400)
- Pro Senectute: Suivi de l'évaluation et nouveau contrat de prestations (15379)
- Audit du fondement des subventions versées dans le cadre du fonds AVS et AI (15420)

Régie fédérale des alcools

- Révision des comptes (15117, 15118)

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)

- Révision des comptes (15114, 15115)
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (14282)
- Audit de la surveillance dans le domaine de l'assurance-maladie (14472)

Fonds de compensation de l'assurance-chômage

- Révision des comptes (15039, 15044)
- Audit conjoint international – «Data Protection» dans le domaine de l'Assurance chômage (15410)
- Projet clé TIC: Projet pour le paiement des prestations de chômage (15399)
- Audit de la surveillance des mesures sur le marché du travail (15398)

Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail

- Audit de l'utilisation des moyens dans le domaine de la santé et de la sécurité au poste de travail (15323)

PUBLICA

- Audit de l'insourcing SAP (15548)

Swissgrid AG

- Planification et mise en œuvre de la maintenance et de l'expansion du réseau (15324)

Skyguide

- Evaluation de la mise en œuvre de la fusion de la surveillance civile et militaire de l'espace aérien (15388)
- Audit de la comptabilité analytique (15369)

Identitas

- Examen de la Gouvernance (15533)

Chemins de fer fédéraux (CFF)

- Audit du rôle des CFF dans le cadre du leadership du système ETCS (15377)

Matterhorn Gotthard Bahn

- Audit transversal sur le management de projets auprès des projets ferroviaires (15347)

Rhätische Bahn

- Audit transversal sur le management de projets auprès des projets ferroviaires (15348)

Schweizerische Südostbahn AG

- Audit transversal sur le management de projets auprès des projets ferroviaires (15349)

Fonds pour les grands projets ferroviaires

- Révision des comptes (15005)

Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes

- AlpTransit Gotthard AG: Audit de construction suite à l'analyse des risques: Audit de prix (15055)

Fonds d'infrastructure pour le trafic d'agglomération et le réseau des routes nationales

- Révision des comptes (15338, 15004)

Fonds suisse pour le paysage

- Révision des comptes (15080)

Fonds en faveur de la recherche sur la forêt et le bois

- Révision des comptes (15081)

ORGANISATIONS ET COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

Le CDF exerce plusieurs mandats de révision sur le plan international et exécute plusieurs audits auprès des institutions suivantes:

- Union postale universelle – UPU (15058, 15060, 15061, 15062, 15063, 15064, 15128)
- Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires – OTIF (15180)
- Association européenne de libre-échange (AELE), comité d'audit (15181)
- Union interparlementaire – UIP (15183)
- Union internationale pour la protection des obtentions végétales – UPOV (15182)
- Organisation météorologique mondiale – OMM (15052, 15185, 15186, 15189, 15190, 15354)
- Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), comité d'audit (15316)
- Régularisation internationale du Rhin (15006)

ANNEXE 2

ABRÉVIATIONS UTILISÉES



ABRÉVIATIONS UTILISÉES

AC	Assurance chômage
AI	Assurance invalidité
APG	Allocations pour perte de gain
AVS	Assurance vieillesse et survivants
CDF	Contrôle fédéral des finances
CF	Conseil fédéral
CFF	Chemins de fer fédéraux
CNA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDPS	Département de la défense, de la protection de la population et des sports
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
DETEC	Département de l'environnement, transports, énergie et communication
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFF	Département fédéral des finances
DFI	Département fédéral de l'intérieur
DFJP	Département fédéral de justice et police
EPF	Ecole polytechnique fédérale
FINMA	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
IFIAR	International Forum of Independent Audit Regulators
NLFA	Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne

